

## LA GUERRE DE RACES

DIVISION IRRÉPARABLE ENTRE ANGLAIS ET FRANÇAIS

*Les intérêts civils et religieux poussent la population française à l'union avec les Etats-Unis. — La position de l'église catholique sur cette question change complètement — Manitoba est déterminé.*

“ Il eût bien mieux valu pour nous, disait l'autre jour entre amis un député d'Ottawa, que les Canadiens eussent uni leur sort à celui des treize colonies. Le Canada serait alors une des plus riches parties des Etats-Unis au lieu de rester une pauvre colonie rongée jusqu'à la moëlle par l'antagonisme des races et des religions.

A la suite de la session qui vient de s'achever, des milliers de personnes sont du même avis. La question des écoles du Manitoba n'a pas avancé d'un pas et la tension des rapports entre les deux races inquiète l'Angleterre elle-même. Au Manitoba, le peuple est plus opposé que jamais à une législation remédiate. Les tories paradedent avec l'insigne de la petite école rouge, *Little Red School*, à la boutonnière. Le 12 juillet les orangistes se sont comptés à Winnipeg et ont fait serment de consacrer leurs vies et leurs fortunes au maintien des écoles publiques. D'un autre côté les Français de Québec ne se cachent pas pour dire qu'ils peuvent régler la question par la sécession et l'annexion aux Etats-Unis. Comme ils contrôlent le St-Laurent, il ne peut pas y avoir sans eux de Canada Britannique. Bon gré, mal gré les provinces anglaises seraient obligées de les suivre dans l'Union.

Jusqu'à présent l'église catholique a été l'ancre de salut de la puissance britannique dans le Canada français. Les habitants, si on leur eût laissé suivre leur idée, se seraient joints aux treize colonies. Maseres, entre autre preuves, cite une chanson qui faisait fureur dans les campagnes pour ridiculiser l'évêque, Mgr Briand, qui, une pension du gouvernement anglais dans sa poche, commandait aux Canadiens de combattre les Américains

sous peine de châtimens spirituels et pécuniaires. Le Clergé et les Seigneurs étaient d'instinct favorables à la monarchie et redoutaient le républicanisme des Puritains de la Nouvelle Angleterre qui avaient dénoncé l'Acte de Québec. Plus tard, la Révolution française fut pour eux un nouveau sujet d'opprobre. Mais la masse eût préféré s'unir aux Américains même jusqu'en 1812. La domination britannique n'avait rien pour les séduire ; ils auraient voulu voir la fin des dîmes et de la tenure féodale, et certes, en échange, les relations commerciales avec la Nouvelle-Angleterre leur auraient profité plus que la *politique de plantations* de la Grande-Bretagne.

Mais l'Eglise, elle, obtint ce qu'elle désirait en alternant ses caresses et ses menaces à l'égard des hommes d'Etat anglais, et avant peu elle obtint une puissance qu'elle n'avait jamais eue sous le régime français. Pendant la rébellion de 1837, ces messieurs du Séminaire de St. Sulpice de Montréal se distinguèrent par leur loyauté à la Couronne Britannique et c'est eux qui poussèrent Mgr Lartigue à prendre la farouche décision de refuser la sépulture religieuse aux patriotes tombés les armes à la main. En échange le gouvernement anglais reconnut tous les titres du Séminaire à la possession de l'Ile de Montréal et au fief des Deux-Montagnes, et cette reconnaissance fit de cette corporation la plus riche institution du continent ou du monde entier. Le clergé catholique reçut une autre récompense décernée pour la loyauté du clergé *en général*, la loi française d'érection des paroisses fut étendue à cette portion de la province de Québec qui en avait été exclue et réservée pour la loi anglaise. L'Eglise catholique étendit ainsi son pouvoir de taxation et de perception de la dîme dans toutes les limites de la province.

Les bons offices du gouvernement anglais ouvrirent ensuite largement à l'Eglise les trésoreries provinciale et fédérale. Dans Québec les Ordres religieux obtinrent des prêts et de gras contrats pour l'entretien des malades, des aliénés et des criminels ; leurs immenses pro-